

HALTE à la hausse des prix de l'énergie

La transition énergétique est au cœur du débat public national. Le panel des citoyens associés à la conférence gouvernementale exprime un refus déterminé de toute augmentation inéluctable des tarifs de l'énergie. Ils ont raison et le PCF soutient cette position.

pour un véritable droit à l'énergie

En 2000, date de l'ouverture des marchés de l'énergie, les promoteurs du système capitaliste et de l'Europe libérale indiquaient que la concurrence ferait baisser les prix ! Il n'en est rien, bien au contraire. Le prix du gaz a augmenté de 80% depuis 2005. Pourtant, depuis 2009, la rémunération des actionnaires a progressé de + 25%. Au bout du compte, cette concurrence se traduit par des prix plus élevés. « Parmi les grands pays consommateurs européens, la France est l'un des pays où le gaz est le plus onéreux pour les consommateurs résidentiels », note l'Autorité de la concurrence. Au dernier relevé, le gaz coûtait 8% de plus en France que dans la moyenne de l'Union européenne.

Après avoir libéralisé le secteur de l'énergie et privatisé les entreprises du secteur énergétique français, les gouvernements successifs veulent aller encore plus loin dans la libéralisation, supprimer par étape les différents tarifs réglementés, quitte à protéger les consommateurs vulnérables avec des mesures spécifiques comme le « tarif de solidarité », que préconise la Commission de régulation de l'énergie ! Il n'y a pas d'erreur, cette concurrence organise l'augmentation des prix.



**TAXONS
LE CAPITAL**
L'ALTERNATIVE À L'AUSTÉRITÉ
C'EST POSSIBLE !

De plus, nous sommes confrontés à des situations inadmissibles. Certains opérateurs de gaz (Gaz de France Suez/EDF/Direct Énergie, etc.) coupent les abonnés domestiques parce qu'ils sont en difficulté pour payer leurs factures mais dans le même temps, du gaz est brûlé à la torche au terminal de Montoir de Bretagne ! Quel gâchis !!

les Français ne sont pas des ignorants

Ils ont compris que seuls les tarifs administrés (c'est-à-dire fixés par l'État) leur permettaient de bénéficier d'une énergie à un juste prix. En septembre 2012, 90% des usagers domestiques sont restés au tarif réglementé chez EDF et 85% pour ceux du gaz. C'est bien cela qui dérange les lobbys capitalistes et qu'ils veulent changer !

L'augmentation des coûts est évoquée comme une fatalité ! Jamais n'est pointé le surcoût induit par la rémunération de l'actionariat. Par exemple, 2,4 milliards de dividendes pour EDF en 2011 et 78% du résultat net a été versé en dividendes (un des plus forts taux du CAC 40) pour Gaz de France Suez. Il en est de même pour les coûts inhérents à la libéralisation du secteur et ses conséquences, notamment ceux des déstructurations des entreprises. Le PCF exige le bilan de la casse du service public et de la déréglementation.

qui sont les décideurs ?

L'État est actionnaire à 84,4% d'EDF et à hauteur de 36,7% pour GDF Suez. Actionnaire principal, l'État doit garantir des tarifs abordables pour tous, mais sa politique d'austérité le conduit à réduire encore son actionariat au sein de ces entreprises pour se dégager de nouvelles marges financières. C'est inacceptable !

Notre électricité demeure parmi les moins chères d'Europe : 40% moins chère que chez nos voisins européens, deux fois moins chère qu'en Allemagne pour les ménages. Elle constitue un véritable atout industriel garantissant un développement économique favorable à l'emploi qu'il faut sauvegarder. C'est un choix politique. Le maintien d'une électricité abordable est un facteur de justice sociale et de plus, compte tenu de son faible poids en carbone, un élément de protection du climat.

pour un **SERVICE PUBLIC** de l'énergie

La France doit être prête à fournir l'électricité et doit disposer des moyens de production nécessaires pour satisfaire la demande dont le pays aura besoin avec une démographie dynamique (entre 4 et 7 millions de Français en plus en 20 ans selon l'INSEE) et une croissance retrouvée, ce que nous souhaitons fortement : une relance économique par la baisse du chômage, la création d'emplois et la hausse du pouvoir d'achat.

Le parc nucléaire, qui fournit 78% de notre électricité, a seulement 26 ans d'âge. Il est pourtant nécessaire de l'entretenir pour assurer son bon fonctionnement et notre sécurité. Avant Fukushima, EDF estimait à 46 euros le prix du MWh. Après Fukushima, l'estimation est évaluée à 50 euros/MWh. Notre électricité, issue de l'hydraulique et du nucléaire et à 90% décarbonée, est un avantage qu'il nous faut sauvegarder. Elle reste compétitive. Elle évite l'achat massif de gaz à l'étranger de l'ordre de 20 milliards d'euros chaque année.

Le PCF est favorable au développement des énergies renouvelables. Celui-ci doit se réaliser à travers la création d'une filière industrielle solide et non pas sur les seuls tarifs électriques payés par les usagers via la *Contribution au service public de l'électricité* (CSPE), qui crée des effets d'aubaine et dont les hausses incessantes pèsent sur leur facture. Il est grand temps de se mettre en ordre de bataille pour faire baisser leurs coûts et parvenir à les concevoir et à les fabriquer en France. Depuis le 1er juillet 2007, les « marchands » d'électricité se sont multipliés, ils ne sont d'ailleurs pas forcément producteurs, mais peuvent être uniquement des « négociants » d'électricité et, sous couvert de vendre de l'électricité 100% verte, préconisent des tarifs 30% plus élevés, cela participe à la disparition des tarifs réglementés.

Faire monter les prix, c'est également vouloir donner du crédit à l'autoproduction envisagée dans le cadre du débat sur la transition énergétique afin de réduire les engagements de l'État ! Le débat entre collectif en réseau et le chacun pour soi peut être vif. Aujourd'hui, la quasi totalité de l'énergie renouvelable est raccordée au réseau de distribution.

Au regard des enjeux du secteur énergétique, le PCF propose de créer un pôle public de l'énergie, qui pourrait être un acteur important de la politique de coopération de la France, en Europe et dans le monde, qui se substituerait à la concurrence et au dumping social. Il s'agit de mobiliser dans une même dynamique et de manière efficace tous les acteurs industriels, publics comme privés, pour la mise en œuvre d'une politique énergétique visant le progrès social, répondant aux grands défis écologiques. Ce pôle public s'accompagnerait d'un effort public massif de recherche, qui doit être mené dans toutes les directions et sans tabou : énergies renouvelables nouvelles ; énergie nucléaire et notamment l'étude et le développement de la génération IV ; projet ITER ; charbon propre et captage de CO2 ; énergie océanique ; carburant hors carbone ; stockage de l'électricité ; économies d'énergies...

POUR EN SAVOIR PLUS

la brochure : *Pour une transition énergétique réussie*
http://energie.pcf.fr/sites/default/files/pour_une_transition_energetique_reussie_reseau-energie-pcf.pdf
ou à commander à
Secteur Énergie PCF 2 place du Colonel-Fabien Paris 75019 - 2 euros

OU ENCORE
l'argumentaire
en 9 fiches



web



AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :